



Le budget de la présidence de la République du Cameroun fait débat : une priorité injustifiée face aux besoins essentiels du pays

Le budget de la présidence de la République du Cameroun pour l'année 2024 a été révélé. Avec une allocation de 55,3 milliards Fcfa, soit 1 milliard Fcfa par semaine, certains observateurs s'interrogent sur la justification d'une telle dépense, alors que le pays fait face à de nombreux défis sociaux et économiques.

Contexte

Le projet de loi de finances de l'Etat pour l'exercice 2024 a été adopté, avec enveloppe globale de 6 740,1 milliards de Fcfa, en hausse par rapport à l'année précédente. Cependant, la part allouée à la présidence de la République suscite une vive polémique. En effet, le Cameroun est confronté à des besoins urgents tels que la lutte contre le choléra, les problèmes d'accès à l'électricité, à l'eau potable et aux soins de santé de qualité.

Le train de vie de l'Etat remis en question

Le fait que le budget de la présidence représente une part aussi importante du budget global soulève des questions sur le train de vie de l'Etat au Cameroun. Les observateurs critiquent une

telle allocation financière face à des priorités sociales et économiques non résolues. Certaines régions du pays manquent encore d'infrastructures essentielles et de services de base, tandis que la pauvreté continue d'affecter une grande partie de la population.

Les besoins sociaux non satisfaits

Le manque d'accès à l'eau potable et à l'électricité, ainsi que les problèmes de santé publique tels que le choléra, sont des enjeux majeurs auxquels le Cameroun doit faire face. Les fonds alloués à ces domaines ne sont souvent pas suffisants pour couvrir les besoins de la population. Par conséquent, l'allocation d'un budget aussi important à la présidence de la République est considérée comme une priorité mal placée.

La nécessité d'une répartition équitable des ressources

Les défenseurs d'une gestion plus équilibrée des ressources financières du pays appellent à une réduction des dépenses de la présidence afin de prioriser les besoins essentiels de la population. Ils suggèrent également une meilleure transparence budgétaire pour garantir que les fonds publics sont utilisés de manière responsable et efficiente.